

La cible GES 2030 de 178% des FTQ, Oxfam, Greenpeace. Équiterre, etc. **Une nécessaire cible internationaliste à la recherche... de la gauche**

L'échec de la COP26 reflète l'état des lieux du dérapage climatique que constate crument une organisation onusienne aussi réservée que l'Organisation météorologique mondiale (OMM) :

La concentration de dioxyde de carbone (CO₂), le plus important gaz à effet de serre, s'est établie à 413,2 parties par million en 2020, soit 149 % du niveau préindustriel. Le méthane (CH₄) et le protoxyde d'azote (N₂O) se situaient respectivement à 262 % et à 123 % des niveaux de 1750, quand les activités humaines ont commencé à perturber l'équilibre naturel de la Terre. Le ralentissement de l'économie imposé par la COVID-19 n'a pas eu d'incidence perceptible sur le niveau et la progression des gaz à effet de serre dans l'atmosphère, malgré un recul temporaire des nouvelles émissions.

La température mondiale continuera d'augmenter tant que les émissions se poursuivront. Étant donné la durée de vie du CO₂, le réchauffement déjà observé persistera pendant plusieurs décennies, même si les émissions nettes étaient ramenées à zéro rapidement. Outre la hausse des températures, cela implique davantage de phénomènes météorologiques extrêmes, notamment des chaleurs et pluies intenses, la fonte des glaces, l'élévation du niveau de la mer et l'acidification des océans, avec les lourds impacts socio-économiques qui les accompagnent.

À peu près la moitié du CO₂ émis par les activités humaines aujourd'hui demeure dans l'atmosphère. Le reste est absorbé par les océans et les écosystèmes terrestres. Selon le Bulletin, on peut craindre que ces derniers soient moins efficaces dans leur fonction de « puits », ce qui réduirait leur capacité d'absorber le dioxyde de carbone et de prévenir une élévation plus marquée de la température.

Le forçage radiatif causé par les gaz à effet de serre persistants, qui réchauffe le système climatique, s'est accru de 47 % entre 1990 et 2020. Le CO₂ y a contribué à hauteur de 80 % environ. [...] La dernière fois qu'une teneur en CO₂ comparable existait sur Terre, c'était il y a 3 à 5 millions d'années: la température était alors de 2 à 3 °C plus élevée qu'aujourd'hui et le niveau de la mer excédait de 10 à 20 mètres le niveau actuel.

OMM, [Bulletin sur les gaz à effet de serre: une autre année, un autre record](#), 25/10/21

Tout comme la pandémie Covid-19, le dérapage climatique est une affaire mondiale

À son congrès de novembre, Québec solidaire adoptait en urgence une cible de réduction des gaz à effet de serre (GES) de 55% tendant vers 65% pour 2030 par rapport à 1990, ce qui en langue de bois politique signifie 55%. Il l'a fait à son corps défendant parce qu'une brochette d'organisations nationales québécoises et canadiennes sous le chapeau de Réseau Action Climat Canada davantage réputées pour leur positions modérées, à la veille de la COP26, réclamait une cible interne de 65% comme moyen terme d'une cible globale de 178% (Oxfam-Québec, [COP26: François Legault doit faire ses devoirs sur le climat](#), 28/10/21). Vulgarisé sur une seule feuille multicolore, cette cible se justifiait en affirmant qu'« à l'échelle internationale, la juste part du Québec requiert également une coopération internationale, surtout avec les pays du Sud pour soutenir leurs réductions des émissions de GES » (Réseau action climat, [La juste part du Québec dans la lutte pour les changements climatiques](#)).

Cette cible ne tombe pas des nues idéalistes mais d'une démarche rigoureuse provenant du Climate Equity Reference Project, une initiative des think-tank EcoEquity et Stockholm

Environment Institute. Cette organisation a rendu disponible un calculateur accessible à tout le monde ([Climate Equity Reference Calculator](#)) permettant de facilement calculer des cibles de réduction des GES en fonction des principes de précaution, de responsabilité historique et de capacité de payer. Ces derniers sont les « *...principes éthiques acceptés par tous les pays parties à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).* »

Tout comme la pandémie Covid-19, le dérapage climatique est une affaire mondiale. Il est tout aussi absurde de vouloir le résoudre nationalement que ce le serait pour la pandémie. Dans les deux cas, pourtant, les stratégies nationales l'emportent sur la solidarité internationale comme l'illustre le scandale de l'inique production et distribution des vaccins. Celui-ci se compare à limiter la lutte climatique à une cible intermédiaire (2030) nationale pouvant être aussi basse que l'on veut si l'on s'enferme dans un optimisme à toute épreuve de technologies à émission négative (TEN) débouchant sur une gargantuesque géo-ingénierie permettant d'effacer après 2030 et surtout après 2050 les dépassements antérieurs. C'est ce que font en tout ou en partie les cibles gouvernementales y compris celle de la CAQ (37.5%). Les cibles intermédiaires de 45% ou 55% de Québec solidaire si elles respectent à la limite le principe de précaution tout en jouant à l'apprenti-sorcier avec les points de bascule, font fi de ceux de responsabilité historique et de capacité financière.

Le principe de précaution à la limite des points de bascule

Le point de départ scientifique de toute cette démarche est le rapport spécial du GIEC-ONU de 2018 portant sur le « *réchauffement planétaire de 1.5°C* » dont le « [Résumé à l'intention des décideurs](#) » spécifie au point C.1 que pour les « *[t]rajectoires d'émissions et transitions systémiques compatibles avec un réchauffement planétaire de 1,5 °C, dans les trajectoires qui limitent le réchauffement planétaire à 1,5 °C sans dépassement ou avec un dépassement minime, les émissions anthropiques mondiales nettes de CO2 diminuent d'environ 45 % depuis les niveaux de 2010 jusqu'en 2030 (intervalle interquartile : 40-60 %), devenant égales à zéro vers 2050 (intervalle interquartile : 2045-2055.* » À remarquer que ce scénario « idéal » suppose un accroissement mondial d'ici 2030 de $\pm 60\%$ de l'énergie nucléaire et une réduction des besoins énergétiques de seulement $\pm 15\%$ étant donné une continuelle croissance moyenne du PIB mondial ce qui explique qu'en 2030, la consommation de gaz naturel et du pétrole n'aura été réduite que respectivement du quart et de $\pm 40\%$ (scénario P.1 de la Figure RID 3.b).

Cette cible suggérée qui permet d'« *applique[r] le principe de précaution à la détermination de l'effort mondial intégral, choisissant le scénario de "faible demande énergétique" (FDE) [qui] évite l'utilisation des EDC [technologies d'élimination du dioxyde de carbone], ne prévoit aucun dépassement [du 1.5°C], et utilise l'atteinte universelle d'un « "niveau de vie décent" »* » (Christian Holz, [La juste part du Québec dans la lutte contre les changements climatiques](#), Climate Equity Reference Project et Réseau action climat Canada, 13/01/21). Il n'en reste pas moins que le point C.1 du rapport spécial 2018 du GIEC se contente de le souligner sans le recommander :

[L]e rapport du GIEC rassemble un grand nombre de scénarios d'atténuation future différents produits par des scientifiques et reflètent un vaste éventail d'hypothèses diversifiées utilisées par ces chercheurs. Il se contente de résumer et de classer ces scénarios sans les juger quant à leur vraisemblance, au caractère acceptable de leurs hypothèses du point de vue social, politique ou

éthique, et quant à leur portée plus vaste. Ainsi, un grand nombre de scénarios fondés sur un réchauffement de 1,5 °C impliquent un « dépassement », c'est-à-dire une période pendant laquelle les températures excèdent temporairement 1,5 °C avant de redescendre à ou sous 1,5 °C. Un grand nombre des scénarios envisagent également une utilisation à grande échelle de « technologies à émissions négatives » (TEN), aussi appelées technologies d'« élimination du dioxyde de carbone » (EDC), qui pourraient ne pas être disponibles à l'échelle assumée et/ou pourraient présenter d'importants risques et effets secondaires les rendant peu souhaitables du point de vue social. [Voir l'annexe pour des explications plus détaillées]

Responsabilité historique et capacité financière selon la progressivité des GES et du revenu

Au-delà du principe de précaution, les cibles québécoises proposées par les Greenpeace, FTQ, Oxfam et autres sont basées sur « *un calcul de la contribution du Québec à l'effort climatique mondial basé sur des principes d'équité, soit en fonction de sa responsabilité historique et de sa capacité financière [...] critères établis par la Convention-cadre des Nations Unies, à laquelle le Québec s'est déclaré lié par décret en 1992* » (Nhattan Nguyen, Nouveau rapport – [Le Québec loin de faire sa juste part de l'effort climatique mondial, Réseau action climat Canada](#), 13/01/21). D'ajouter le communiqué, « *[s]i le Québec ne fait pas sa juste part à l'effort mondial, ces réductions devront être effectuées par d'autres nations. Ou pire, elles se traduiront en augmentation des impacts sur les populations, en particulier celles des pays du Sud et les plus vulnérables qui sont déjà affectées de façon disproportionnée par la crise climatique.* »

Selon le Climate Equity Reference Calculator, la responsabilité historique est définie pour une année donnée comme la somme de toutes les émissions correspondant à une consommation supérieure à un seuil de développement spécifié. Ce calcul prend en compte les émissions résultant de la consommation de luxe plus fortement que les émissions provenant de la satisfaction des besoins de base et peut totalement exclure les émissions de relevant de la survie des plus pauvres. La responsabilité est mesurée cumulativement depuis une date de début spécifiée (1850, 1950, 1990).

La capacité financière est calculée en termes de revenu à la manière de l'impôt progressif sur le revenu. Le revenu des individus est saisi par une fourchette définie de manière plus ou moins progressive rendant la définition de la capacité nationale dépendante de la répartition du revenu national. Cela signifie que la capacité d'un pays est calculée d'une manière qui tient compte plus fortement du revenu des riches que de celui des pauvres, et exclut l'ensemble des revenus des plus pauvres.

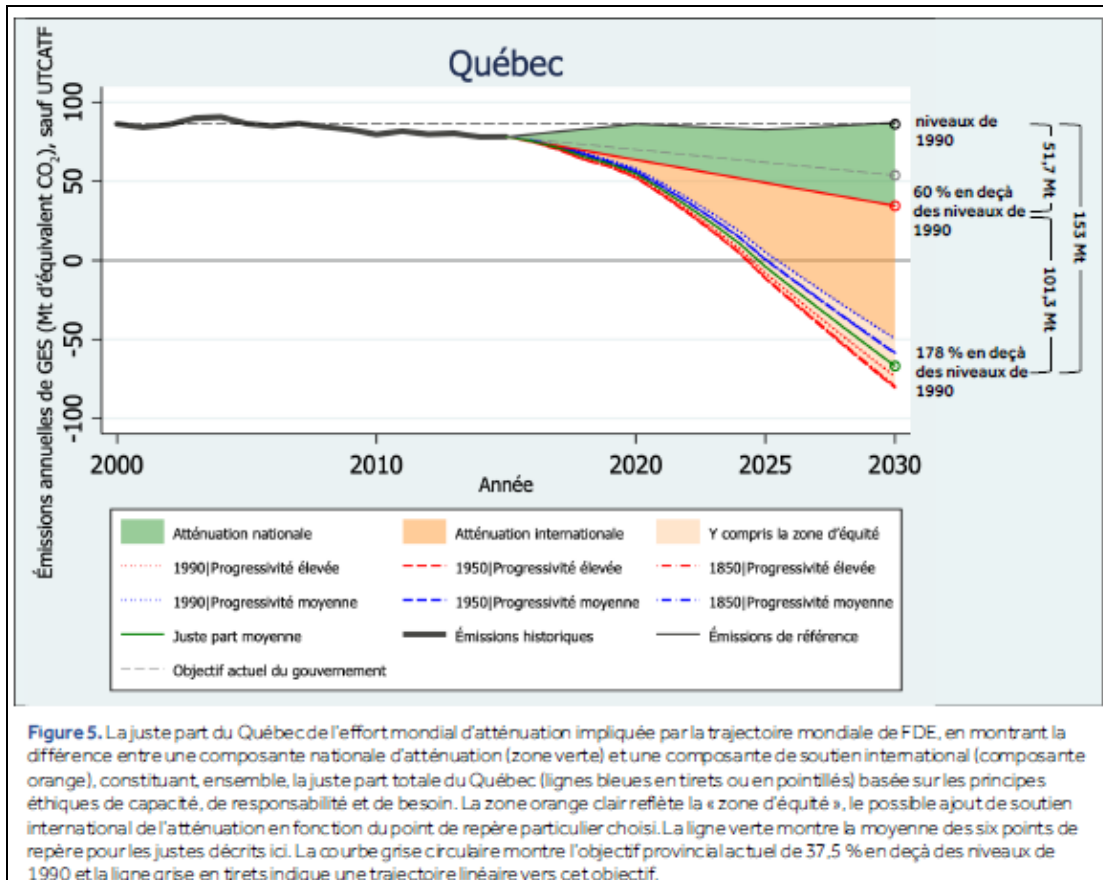
La juste part internationale du Québec selon les trois principes de la CCNUCC

Dans le cadre de ces trois grands principes, pour calculer les cibles 2030 du Québec (et subsidiairement celles des autres grandes provinces canadiennes), le Réseau Action Climat canadien s'est appuyé la Civil Society Equity Review (CSER) Coalition, une coalition de plus de 200 groupes couvrant les hémisphères nord et sud dont le Réseau Action Climat et consorts font partie :

Dans l'approche adoptée par CSER, la capacité était calculée de manière modestement progressive en excluant les 20 premiers dollars américains par jour de revenu contribué au PIB de la nation par chaque personne au regard de la capacité économique de ladite nation à lutter contre les changements climatiques [...]. De même, la responsabilité était calculée en excluant les émissions de GES de la consommation correspondant à un revenu à concurrence des premiers 20 dollars par jour d'une personne. La coalition CSER calculait également une juste part relativement plus progressive lorsque le revenu excédant un seuil de 50 000 dollars américains par an par personne était considéré plus sévèrement que le revenu en dessous de ce seuil (« progressivité élevée »).

Quant à l'année de base pour le calcul de la responsabilité historique, « la date de 1990 est considérée comme trop récente pour constituer un point de référence équitable étant donné le vaste volume d'émissions historiques qui ont profité à de nombreux pays pendant les décennies de développement intense en carbone effréné avant la signature de la CCNUCC ne peut être ignoré d'un point de vue moral et juridique. » Malgré cette remarque, le Réseau Action Climat l'a inclus dans ses calculs avec les points de référence de 1850 et 1950. En résulte que « [l]a juste part de chaque pays ou province de l'effort mondial d'atténuation est déterminée par sa part de la responsabilité mondiale et sa capacité (une moyenne des deux étant réalisée). Pour le Québec, la part s'élève à entre 0,38 % et 0,46 % de la totalité de l'effort mondial d'atténuation [...] par rapport à la part du Québec s'élevant à seulement 0,11 % de la population mondiale. » (Christian Holz, [La juste part du Québec dans la lutte contre les changements climatiques](#), Climate Equity Reference Project et Réseau action climat Canada, 13/01/21)

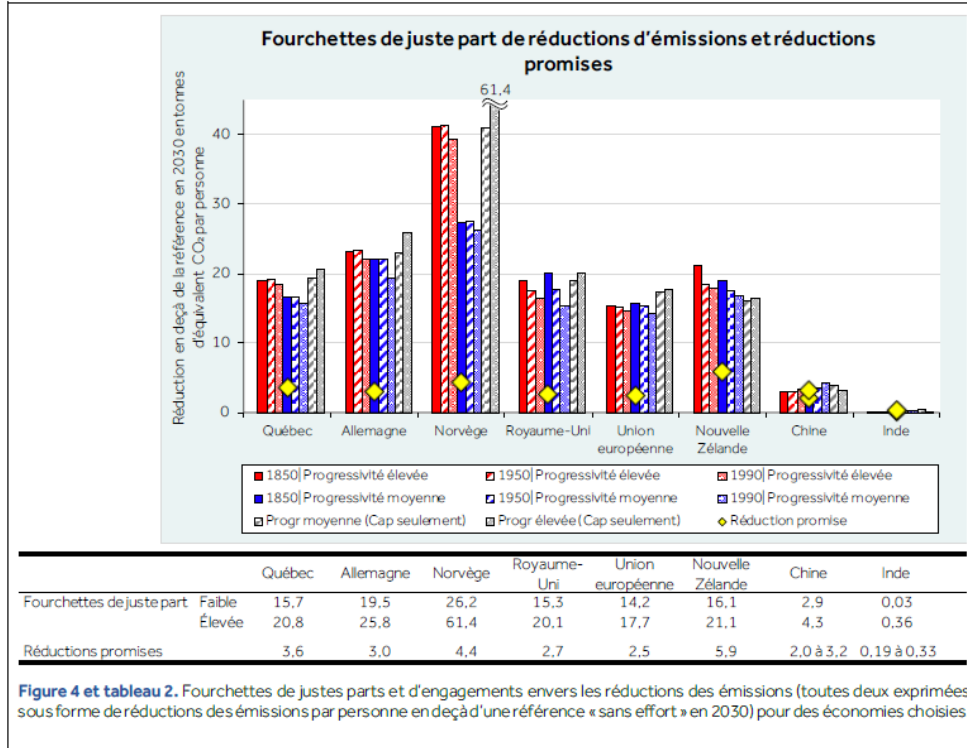
Calculé par rapport à 1990, l'éventail des réductions des émissions de GES pour cette dernière fourchette se situe de 158% à 194% dont la moyenne des six possibilités est de 178% (voir graphique ci-bas). Ne reste plus qu'à distinguer la part de l'effort national de celui international. L'étude du Réseau Action Climat a mécaniquement appliqué au Québec pour ce faire ce qu'il estime être le possible effort canadien interne d'après une analyse antérieure soit 60% par rapport à 2005, ou indifféremment à 1990 dans le cas du Québec (Jean-Thomas Léveillé, [Le Canada « capable » d'une plus grande réduction](#), La Presse, 22/04/21). Les partenaires québécois ont opté pour un effort interne légèrement supérieur (65% par rapport à 1990) en se basant non pas sur la médiane des scénarios de « réchauffement planétaire à 1.5°C sans dépassement ou avec un dépassement minime » du GIEC mais sur le troisième quartile soit une cible mondiale moins risquée en termes de dépassement des points de bascule et tenant compte que le système énergétique québécois n'a pas besoin à court terme d'être restructuré contrairement à celui canadien.



La juste part du Québec se situe dans le juste milieu des pays du vieil impérialisme

Par rapport aux autres provinces canadiennes, la juste part québécoise est en pourcentage légèrement inférieure à celle ontarienne mais plus importante par rapport aux autres provinces même si par rapport à l'Alberta cette juste part est moins importante si elle est exprimée en termes de réduction de GES globalement ou par habitant. Internationalement,

...le Québec a des justes parts similaires à celles des autres nations développées montrées [par le graphique ci-bas]. Le Royaume-Uni et l'Union européenne tendent à avoir des justes parts légèrement moins élevées (dépendant du point de repère utilisé), et l'Allemagne et la Norvège ont respectivement des justes parts sensiblement ou considérablement plus élevées. Ce n'est pas surprenant étant donné que ces pays partagent la situation du Québec en tant que pays relativement riches avec une responsabilité historique importante. La Chine et l'Inde, en revanche, ont des justes parts per capita considérablement moins élevées en raison de leur population plus pauvre et de leur empreinte carbone historique et actuelle moins importante.



Il faut retenir de tous ces calculs fastidieux dont le résultat doit être interprété qualitativement que les pays du vieil impérialisme ont une abrupte côte à remonter afin de contribuer à la lutte climatique selon leur juste part c'est-à-dire selon les conséquences de l'exploitation et l'oppression coloniales et néocoloniales en fait incommensurables. Même la base de connaissance de ce calcul ne prend pas en compte toute l'ampleur de l'effort à faire. On a vu plus haut que les scénarios FDE du GIEC ne rompt pas avec la croissance du PIB dont celle en particulier de l'énergie nucléaire même s'il le font avec la géo-ingénierie dont les BECSC. Ajoutons-y la non prise en compte des GES du transport international maritime et aérien et partiellement celle militaire.

Les données du Réseau action climat Canada pour calculer la juste part du Québec sont basées sur la production de GES et non sur leur consommation. Ce choix avantage le Québec lequel, comme la plupart des pays à haut niveau de PIB par habitant et non producteur d'hydrocarbures, « exporte » les GES, particulièrement en Asie du Pacifique à cause de l'importance de la partie importée de sa consommation (de masse). Le Québec « exporte » aussi des GES au Canada hors Québec et aux ÉU pour l'importation de véhicules routiers et d'hydrocarbures. C'est par contre moins vrai pour le Canada, en particulier pour l'Alberta, qui « importe », surtout des ÉU et d'ailleurs au Canada, la majorité de ses GES dus à la production d'hydrocarbures qui de ce fait lui sont attribués dans la comptabilité basée sur la production. Il faudrait y penser avant de pointer du doigt cette province traumatisée par sa dépendance au pétrole (bitumineux), ce qui ne rend pas son tournant climatique plus facile que le Québec comme le prétendent les électoralistes, et être plus ouvert à la soutenir dans sa transition.

La comptabilité des émissions de GES sur la base de consommation nationale, si elle est ventilée par tranches de revenus, permet de peser les responsabilités à ce niveau alors que celle habituelle sur la base de la production, en attribuant un score unique par pays, masque la responsabilité par classe et couche sociales. Oxfam a fait cette analyse qui confirme ce qu'elle

« répète depuis des années : le 1% le plus riche de la population mondiale émet près de deux fois plus de CO2 que les 50% les plus pauvres [mais aussi] que les politiques climatiques décidées par les gouvernements depuis la COP21 (2015, Paris) approfondissent cette injustice » en ce sens que la responsabilité de « la réduction des émissions est inversement proportionnelle au revenu » (Daniel Tanuro, [Climat, inégalités et lutte des classes – Un panorama mondial](#), ESSF, 8/12/21) ce qui, pour dire le moins, est contraire aux deux derniers principes de la CCNUCC :

Classes	Evolution des émissions par tête 2015-2030 sur base des politiques en cours	Evolution des émissions par tête 2015-2030 compatibles avec la justice climatique
1 %	-5 %	-97 %
10	-11 %	-90 %
40 %	-9 %	-57 %
50 %	17 %	233 %

La lutte climatique, d'abord une réelle lutte internationaliste contre son faux-semblant

On a sans doute constaté que la méthodologie de la juste part est essentiellement une affaire mondiale sur laquelle vient se greffer à la toute fin un estimé de l'effort national. Le maximum national faisable est un nécessaire plaidoyer de crédibilité pour prétendre participer sérieusement à l'effort international. Certes, « [l]e Québec a été le premier État fédéré à participer à la finance internationale en 2015, un engagement qui a été renouvelé dans le budget 2019-2020, à travers son Programme de collaboration climatique internationale (PCCI) [et l]e Québec, avec la Californie, a en outre participé à la création de la Western Climate Initiative, qui vise à établir un système nordaméricain de plafonnement et d'échange des émissions de GES » (Holz).

Toutefois, comment ne pas réaliser que dans le contexte du marché mondial dominé par une poignée de transnationales financiarisées et un encadrement institutionnel de libre-échange, que le piteux effort national québécois (37.5%), dont le plan d'action effectif ne réalise que la moitié, démasque un pseudo internationalisme d'effort national minimal en exportant à bon compte ses GES cette fois non pas seulement indirectement par le jeu du commerce international mais aussi directement par le jeu du marché du carbone sucré par quelques subventions. Ce tour de passe-passe n'est que le pâle reflet des (non-)décisions de la COP26 à propos de l'impasse du soutien des pays riches aux pays pauvres :

En 2009, les pays riches ont promis de mobiliser 100 milliards de dollars de financement climatique chaque année pour les pays pauvres d'ici 2020. En 2019, le flux annuel n'avait atteint que 80 milliards de dollars, selon l'OCDE, un club de pays majoritairement riches. [...]. Ce manque à gagner était un énorme point sensible à Glasgow, cité à plusieurs reprises par les dirigeants des pays pauvres et leurs négociateurs. [...] L'ampleur de l'argent recherché a également changé. L'Inde a déclaré qu'elle avait besoin de mille milliards de dollars au cours de la prochaine décennie si elle voulait réduire ses émissions de carbone et renforcer sa résilience plus qu'elle ne le faisait déjà. Les pays africains réclamaient 700 milliards de dollars chaque année. Le V20, un groupe fondé par 20 pays vulnérables en 2015 et qui compte désormais 48 membres, a appelé les pays riches à atteindre l'objectif annuel de 100 milliards de dollars et à combler le vide laissé par les

années précédentes. Et d'autres pays à marché émergent ont demandé qu'un objectif annuel plus élevé soit mis en place après 2025. [...]

[Les pays pauvres] veulent également une compensation pour les impacts que le changement climatique a déjà et aura à l'avenir. Le groupe de pays en développement « G77 plus Chine » a fait pression pour un fonds pour payer ces « pertes et dommages ». L'Accord de Glasgow n'a pas livré tout cela. Les projets de fonds pour pertes et dommages ont été contrecarrés par les pays riches. L'Amérique, en tant que plus grand émetteur cumulatif au monde, est particulièrement préoccupée par le fait que de telles mesures pourraient ouvrir la porte à d'énormes passifs. [...] D'autres pays riches, dont l'UE, ont reculé à la fois pour combler le manque à gagner de 100 milliards de dollars d'ici 2020 (au motif que des données à jour ne sont pas encore disponibles) et pour convenir d'un nouveau chiffre post-2025 (au motif qu'une discussion plus approfondie était nécessaire).

(The Economist, [Was COP26 in Glasgow a success?](#), 14/11/21, ma traduction)

Cependant, d'ajouter The Economist, « Il y a eu d'autres progrès modestes lors des pourparlers. Une autre partie de l'accord de Paris, qui régit la manière dont les pays peuvent acheter et vendre des compensations, a été finalisée après des années de querelles. Les règles ont fermé les pires lacunes mais sont loin d'être à l'épreuve du greenwashing » (The Economist, 14/11/21). C'est une façon cynique d'admettre que ce marché mondial du carbone en devenir est avancer vers l'arrière. La réalité crue est « que les coûts de l'adaptation aux changements climatiques dans les pays en développement sont cinq à dix fois supérieurs aux flux de financement public qui lui y sont actuellement destinés » (Programme de l'ONU pour l'environnement, [Intensifier les efforts d'adaptation aux changements climatiques ou faire face à d'énormes perturbations : rapport de l'ONU](#), 4/11/21).

Faut-il se surprendre que la nouvelle série d'engagements de la COP26 « n'a[it] pas été suffisante pour atteindre l'objectif de 1,5 °C. [...] il y aurait 68% de chances que les températures s'élèvent à 1,9°C-3,0°C, avec une valeur médiane de 2,4°C. » Il faudrait se consoler avec de nouvelles promesses pour l'année prochaine lors du rendez-vous de la COP27 au fin fond de l'Égypte de la dictature militaire et avec des ententes ciblées sur le charbon, sur le méthane, sur la déforestation par des coalitions of the willings où « dans tous les cas, certaines grandes nations manquaient [et c]es processus multilatéraux n'ont pas non plus nécessairement grand-chose à offrir en termes de responsabilité. » Quant à la cerise sur le gâteau, « pour l'instant, parler de net-zéro [pour 2050] est parler pour ne rien dire » (The Economist, 14/11/21).

L'impuissante ONU suggère ce que serait un gouvernement mondial urgemment nécessaire

On se rend bien compte que la résolution de tant la crise climatique que celle pandémique, et on ferait le même constat pour celle de la biodiversité, nécessiterait un gouvernement mondial qui aurait la confiance des peuples pour imposer un tournant drastique et extrêmement rapide de l'organisation de la société dans toutes ses dimensions. L'Organisation des Nations unies (ONU), et non le G-7 et le G-20 des grandes et moyennes puissances, est l'institution mondiale réellement existante qui colle le plus à cette réalité afin de résoudre l'impasse actuelle dont les confrontations dues à la loi de la compétitivité capitaliste est la source. Les prises de position tranchées de l'ONU à propos des crises mentionnées démontrent noir sur blanc où se situerait un gouvernement mondial démocratique tous azimuts.

L'ONU est une enfant des guerres mondiales née il y a déjà un siècle sous la forme avortée de la Société des nations (SDN). Mais la résilience de l'ONU née de la victoire contre le fascisme n'est aucunement, comme on le sait, un gage de capacité à résoudre ces crises mais plutôt un cruel aveu de son impuissance. Car son Assemblée générale basée sur le principe d'un vote par pays, démocratie boiteuse mais démocratie quand même, se fait systématiquement damer le pion par l'anti-démocratique Conseil de sécurité où règnent les veto des cinq puissances victorieuses, devenues rivales, de la Deuxième guerre mondiale. C'est là une garantie d'impuissance sinon de paralysie sauf quand leur coalition veut s'imposer à plus faible qu'elles. Mais jamais elles ne se remettent en question elles-mêmes comme le démontrent par exemple les procès de la Cour pénale internationale de La Haye et les traités de dénucléarisation.

L'Assemblée générale, dotée du pouvoir suprême qui lui est redevable et qui lui serait nécessaire, aurait pu imposer le respect du traité sur l'interdiction des armes nucléaires voté en 2017 en son sein par 122 États, 63 % des États à l'ONU, afin d'interdire la production, la possession, le stockage, le transfert, le déploiement, l'emploi ou la menace d'emploi des armes nucléaires (Christophe Ayad, Béatrice Fihn, Marc Semo, [La portée du traité adopté à l'ONU sur l'interdiction des armes nucléaires](#), Le Monde par ESSF, 1/12/17). Ce traité, rejeté sans conséquence par les cinq puissances nucléaires détenant le droit de veto au Conseil de sécurité et leurs alliés dont le Canada, aurait été le déclencheur d'un mouvement de désarmement général libérant de la peur de l'Autre et rendant disponible en tout ou en partie les 2 500 milliards \$CDN de dépenses militaires mondiales en 2020, en croissance de 2.6% malgré la pandémie (SIPRI, [Les dépenses militaires mondiales s'élèvent à près de 2 000 milliards de dollars en 2020](#), 21/04/21). Faut-il alors se surprendre que « *[m]oins d'un tiers des 66 pays ont financé des mesures de relance à la suite de la COVID-19 pour faire face aux risques climatiques* » (Programme de l'ONU pour l'environnement) ?

Pourraient aussi être disponibles les ressources affectées aux 900 milliards \$CDN de publicité commerciale mondiale, autrement plus efficace que l'était la propagande hitlérienne ou stalinienne, induisant et banalisant une consommation de masse avec ses modes et son obsolescence programmée justifiant et permettant l'accumulation capitaliste destructrice de la nature sous la houlette de quelques centaines de transnationales financiarisées. C'est le tango macabre de cette publicité avec le crédit (2 500 milliards \$CDN de crédit hypothécaire et à la consommation pour le seul Canada) qui emprisonne matériellement et idéologiquement le peuple travailleur dans l'engrenage du faux bonheur consumériste. Ainsi est alimentée l'accumulation pour cause de recherche du profit maximum induite par la loi de la compétitivité entre capitaux privés et leurs souteneurs étatiques. La propriété privée individuelle de l'habitation, des moyens de transport et des placements pour la retraite est la prison du travailleur l'enchaînant au capital et entravant sa capacité comme sa volonté de riposte. Il n'empêche qu'il y a des limites à l'endurance et à la fausse conscience que titillent les trois crises de l'Apocalypse. « *À semer du vent de cette force-là; Tu te prépares une joyeuse tempête; Peut-être bien que tu t'en aperçois pas* » (Gilles Vignault, Ti-cul Lachance)

Un gouvernement mondial de démocratie intégrale pour contrer le néolibéralisme fascisant

Ce gouvernement mondial de démocratie intégrale capable de briser l'hégémonie capitaliste ne pointe nullement à l'horizon malgré son urgente et absolue nécessité... pas plus que la révolution démocratique russe de février (mars) 1917 amorcée par les femmes ouvrières lors de la journée du huit mars ne s'annonçait quelques semaines plus tôt. N'est-ce pas un tel

mouvement que présageaient les inaboutis printemps des peuples de la décennie 2010-20 ? Il ne faut donc pas désespérer mais il n'en demeure pas moins que la nécessité d'une gouverne mondiale efficace s'imposera de gré ou de force plus tôt que tard.

Le capitalisme a en poche sa solution, le capitalisme vert dont le régime d'accumulation repose sur la panoplie de gargantuesques technologies d'émissions négatives (BECCS, CDA, EW) financées par l'État à grands coups d'austérité permanente, sans compter le financement de l'appareil militaro-sécuritaire, avec un complément de renouvellement de la consommation de masse pour les classes moyennes (les 10 à 20%) reposant sur les véhicules électriques et les habitations privées branchées (et sous surveillance) par la technologie 5G. Les idéologues capitalistes les plus conscients hésitent devant les risques économiques et politiques de ce nouveau régime d'accumulation. Rien ne garantit l'efficacité et la faisabilité de l'éventail des nouvelles technologies (The Economist, [Why the world needs negative emissions](#), 30/10/21) et encore moins la capacité d'hégémonie du capitalisme qui devra compter sur la peur des cataclysmes de plus en plus effrayants faute de pouvoir compter sur l'illusion consumériste que rejette d'ailleurs une partie de la jeunesse avec un mélange de nécessité et de conviction.

Il n'en reste pas moins que les hésitations des hauteurs stratégiques du capitalisme sont inversement proportionnelles à l'approfondissement de la crise civilisationnelle laquelle se traduit en crise de l'accumulation que l'enflure spéculative ne pourra pas éternellement masquée. « *Cette évolution traduit surtout la crise du néolibéralisme perçu comme un mode de gestion du capitalisme. Incapable de trouver des réponses au ralentissement structurel de la croissance et à la nécessité de l'action publique...* » Se pointe pour résoudre la contradiction la « *mouvance fascisante au sein du néolibéralisme. Cette mouvance prend de plus en plus d'importance dans le monde depuis ces dernières années, Donald Trump en a été un exemple, les extrêmes droites italienne ou allemande en représentent d'autres [et Zemmour en France]. À chaque fois, bien sûr, les traits nationaux leur donnent une couleur particulière, mais les grands traits sont les mêmes* » (Romaric Godin, [Extrême droite \(France\) : Chez Éric Zemmour, un fascisme empreint de néolibéralisme](#), Médiapart par ESSF, 4/12/21).

Ce néolibéralisme fascisant, « *fascisme du XXI^e siècle, [...est] un cadre culturel et civilisationnel "pur" [...] la culture occidentale [...] qui permet le fonctionnement d'un "bon" capitalisme* », *[... celui qui] place le système de prix au centre de la société [...] non pas comme un lieu de calcul scientifique et rationnel, mais comme une institution humaine d'où surgit un "ordre spontané" [...]. Ceci l'amène à fustiger à la fois le socialisme planificateur et le libéralisme classique.* » De là au « choc des civilisations » islamophobe et au « fardeau de l'homme blanc » raciste toutes tendances il n'y a qu'un pas allègrement franchi. C'est ce prix de consolation du ressentiment et de la haine que le néolibéralisme, paternaliste et autoritaire aujourd'hui et fascisant demain, offre au peuple travailleur comme remède à une inflation intrinsèque aux perturbations climatiques et pandémiques qui anéantiront vite quelques hausses salariales et à un régime de services publics à deux vitesses dont le volet service minimum s'apparente à une permanente médecine d'urgence.

Pour utiliser des images fortes, le choix tendanciel est entre la dystopie orwellienne du roman « 1984 » avec en prime une descente aux enfers vers un trou noir existentiel pour l'humanité et une anticapitaliste utopie de démocratie intégrale, que d'aucuns nomment écosocialisme, qui se situe dans l'espace-temps social aussi loin ou aussi proche qu'une rupture révolutionnaire dans une quelconque nation, une étincelle qui met le feu à toute la plaine prête à s'embraser depuis longtemps. Il est plus que temps de réclamer de mettre nos économies sur un pied de

guerre pour les transformer du tout au tout (Marc Bonhomme, [Pour sauver la civilisation sinon l'humanité, il faut l'audace, encore l'audace, toujours l'audace](#), Presse-toi-à-gauche, 24/08/21), comme l'ont fait les capitalistes étatsunien et canadien en 1939, non pas cette fois pour faire la guerre mais pour ne pas sombrer dans un monde de fin du monde aux guerres permanentes, tâche antinomique à la maximisation du profit comme loi fondamentale de l'économie. Le but des anticapitalistes à ne pas cacher sous le boisseau c'est de commencer chez soi dans les plus brefs délais pour en arriver à « *une fédération socialiste mondiale* » comme disait à la fin des années 1980, l'économiste anticapitaliste et dirigeant de la Quatrième Internationale, Ernest Mandel :

La seule garantie définitive de la paix et de la sauvegarde de l'environnement, ainsi que la solution des problèmes angoissants de la faim et des épidémies, c'est la prise en main des centres de production concernés par les producteurs eux-mêmes, et leur résolution commune d'arrêter une fois pour toutes la production d'armes et de biens nuisibles, de répartir toute la richesse communément produite avec comme priorité absolue la satisfaction des besoins de base tous les habitants de la planète. Cela exige sans aucun doute un gouvernement mondial démocratiquement élu. Mais cela exige un gouvernement mondial dans le cadre d'une société qui accepte la coopération, la solidarité et l'émancipation (la désaliénation) du travail comme motivations et valeurs fondamentales c'est-à-dire, une société socialiste. Le seul gouvernement mondial concevable de manière réaliste, capable de résoudre les problèmes globaux de l'humanité, c'est celui d'une Fédération Socialiste Mondiale créée par tous les peuples sur un strict pied d'égalité, sans subordination quelconque de « petits » à de « grands ».

(Ernest Mandel, Les Nations Unies à l'heure de l'internationalisation du capital, Option Paix, Hiver 1989-1990)

Marc Bonhomme, 12 décembre 2021

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

=====

Annexe : Technologies d'émissions négatives et dépassement

La majorité des voies d'émissions compatibles à 1,5 °C dans la littérature sur la modélisation climatique reposent sur l'élimination de grandes quantités de dioxyde de carbone (CO₂) de l'atmosphère. Cette élimination du dioxyde de carbone (ou EDC) par des moyens technologiques à grande échelle se concentrent généralement sur la seconde moitié du siècle et sont généralement modélisés comme la bioénergie combinée avec le captage et le stockage du carbone (BECSC). Les BECSC signifie que le CO₂ est éliminé de l'atmosphère grâce à la photosynthèse des cultures bioénergétiques qui sont ensuite utilisées dans les centrales électriques bioénergétiques ou converties en liquide carburants, hydrogène ou méthane pour le secteur des transports, tandis que les émissions associées sont partiellement captées et stocké sous terre. Les scénarios [...] envisagent des suppressions cumulatives entre 450 et 1 000 GtCO₂ au cours du siècle, avec des absorptions annuelles pouvant atteindre 20 GtCO₂. Mettre en rapport ce dernier chiffre avec le niveau actuel des émissions mondiales annuelles provenant des combustibles fossiles de l'industrie et du changement d'utilisation des terres d'environ 31 GtCO₂ en illustre l'échelle.

Plus récemment, les universitaires, les décideurs et la société civile ont de plus en plus remis en question la faisabilité de la mise en œuvre des EDC, en particulier des BECSC, à cette grande échelle, soulignant les besoins importants en terres pour les cultures bioénergétiques, et le risques associés pour la sécurité alimentaire et hydrique ou la biodiversité, ainsi que la faisabilité

technologique, sociale et politique, les problèmes d'acceptation et la permanence du stockage. En plus des BECSC, d'autres technologies EDC ont été proposées tels que le biochar, la gestion du carbone du sol, la capture directe de l'air (CDA) ou l'altération améliorée (EW). D'autres modèles comprennent le boisement où les plantations d'arbres à croissance rapide sont établies sur des terres qui ne soutiennent pas naturellement une forêt afin d'absorber et de stocker le CO₂ dans ces arbres et le sol.

Compte tenu des risques et des incertitudes entourant les EDC, les chercheurs ont suggéré de suivre une approche de précaution dans laquelle « le programme d'atténuation devrait partir du principe que [les EDC] ne fonctionneront pas à grande échelle » [...]. En effet, s'engager aujourd'hui dans une trajectoire d'émissions qui suppose le succès du déploiement futur de l'élimination du CO₂ conduit à un dépassement du budget carbone si ce déploiement ne parvient pas à se matérialiser : le recours aux EDC permet aux scénarios modélisés de suivre des trajectoires d'émissions moins strictes à court terme étant donné que l'élimination ultérieure augmente essentiellement le budget d'émissions nettes de CO₂ disponible.

[...]

La forte demande de terres par les BECSC a été fixée à environ 30 à 160 millions d'hectares (Mha) par GtCO₂, selon le type de matière première bioénergétique utilisée [...]. Cela signifie que des terres de l'ordre de 600 à 3 200 Mha seraient nécessaires pour atteindre l'amplitude de 20 GtCO₂ à l'extrémité supérieure de la fourchette de séquestration annuelle des modèles. En revanche, les terres cultivées mondiales actuelles sont d'environ 1 500 Mha [...], ce qui suggère que le déploiement à grande échelle des BECSC serait en forte concurrence pour l'utilisation des terres avec les terres actuellement utilisées pour la production alimentaire sapant ainsi les efforts visant à accroître la sécurité alimentaire et à en finir avec la faim, ou avec des terres qui sont actuellement forestières ou avec d'autres terres naturelles, compromettant ainsi la protection de la biodiversité et les efforts pour arrêter la déforestation, elle-même un contributeur au changement climatique. D'autres préoccupations concernent la quantité d'eau, d'engrais et d'énergie qui serait nécessaire pour mettre en œuvre les BECSC à grande échelle. Des chercheurs du Potsdam Institute for Climate Impact Research ont récemment étudié si le déploiement à grande échelle des BECSC peut être accompli tout en prenant une approche de précaution aux « limites planétaires » importantes (utilisation de l'eau douce, perte de forêt, biodiversité et les flux biogéochimiques, par ex. engrais) et a constaté que seulement environ 0,2 GtCO₂ par an peut être obtenu de cette façon, soit plusieurs ordres de grandeur inférieurs à ce qui est généralement supposé dans les modèles [...]. Dépasser ce montant serait pousser au moins une de ces limites planétaires (plus loin) dans la plage d'incertitude ou à haut risque.

D'autres technologies EDC proposées partagent des préoccupations similaires. Par exemple, les CDA nécessitent de grandes quantités d'énergie pour permettre les réactions chimiques qui éliminent le CO₂ de l'atmosphère ainsi que l'énergie pour liquéfier, transporter et stocker le CO₂ une fois capté. Les EW est une approche où la roche, par exemple l'olivine, est extraite, broyée puis étalée sur de grandes surfaces pour faciliter son altération qui lie le CO₂. Ces étapes nécessitent une grande quantité d'énergie, similaire en échelle aux besoins énergétiques des CDA. L'énergie nécessaire à ces approches est estimée à 12,5 GJ par tonne de CO₂ [...]. Considérant que produire 12,5 GJ d'électricité avec du charbon émettrait environ 3,5 tonnes de

CO₂ (ou 2,9 ou 1,6 tonnes de CO₂ avec le pétrole et le gaz naturel, respectivement) souligne que ces approches ne sont pas une alternative plausible à l'élimination progressive des combustibles fossiles. De plus, ces technologies EDC sont très coûteuses avec des estimations pour les CDA et les EW dépassant 500 \$ US par tonne de CO₂ négatif net [...].

Les modèles incluent aussi souvent la séquestration du CO₂ des forêts. Il est important de distinguer cette séquestration des approches EDC décrites ci-dessus, même si les modèles, ou la littérature discutant des résultats des modèles, ne font souvent pas cette distinction. D'une manière générale, la séquestration forestière peut se produire par le boisement ou par des séquestration par les forêts. Parce qu'il s'agit d'établir des plantations d'arbres sur des terres qui autrement ne seraient propices à la forêt, le boisement partage bon nombre des problèmes des approches d'élimination du CO₂ discutés ci-dessus : séquestrer de grandes quantités de CO₂ nécessite de grandes quantités de terres (et donc en concurrence avec la nourriture et d'autres utilisations des terres), des nutriments et de l'eau.

En revanche, là où la déforestation et la dégradation des forêts sont stoppées, la forêt peut être restaurée ou rétablie. Dans ce contexte, la séquestration naturelle du CO₂ par ces forêts se produirait, potentiellement de l'ordre de plusieurs centaines GtCO₂ au cours du 21^e siècle [...]. Cependant, étant donné que le carbone ainsi stocké dans la biosphère risque d'être réémis dans l'atmosphère, par exemple, si des parasites, des incendies de forêt ou des activités humaines détruisaient ces forêts, il reste risqué et donc contraire au principe de précaution de s'appuyer sur ces processus quand on planifie des atténuations à court terme. Cela est particulièrement vrai lorsque les scénarios retardent l'élimination rapide de l'utilisation des combustibles fossiles, étant donné que les gisements de combustibles fossiles existants représentent un moyen stable de stockage du carbone contrairement au stockage potentiellement volatile dans la biosphère.

[...]

La majorité des scénarios à 1,5°C dans la littérature sont des scénarios dits de dépassement. Ils se traduisent par un réchauffement supérieur à 1,5°C durant certaines années du XXI^e siècle pour revenir au niveau de 1,5°C avant 2100 au plus tard. Le dépassement de cette température comporte des risques et des incertitudes potentiels importants, par exemple, en ce qui concerne le franchissement irréversible des points de bascule, ou la permanence des impacts de réchauffement : « Des impacts qui pourraient être totalement ou partiellement irréversibles comprennent l'extinction d'espèces, la mort des récifs coralliens, [la fonte du pergélisol] et la perte de glace de mer ou de terre, dont certaines elles-mêmes conduiraient à des rétroactions positives ou à des points de bascule que les modèles actuels du cycle du carbone ne prennent pas en compte actuellement » (Dooley et Kartha 2018). En raison de leur capacité supposée à éliminer le CO₂ de l'atmosphère, et ainsi faire redescendre les températures, les scénarios utilisant de grandes quantités de EDC affichent souvent des périodes de dépassement plus longues avec des hauts pics de réchauffement que les scénarios avec moins (ou pas) de EDC.

Source: Holz, C. (2018) *Modelling 1.5°C-Compliant Mitigation Scenarios Without Carbon Dioxide Removal*. Berlin: Heinrich Böll Foundation, (https://www.boell.de/sites/default/files/radical_realism_for_climate_justice_volume_44_8.pdf) cité par Holz, ma traduction (voir l'original pour les références)